

06/11/2009



Nations Unies

Département de l'information • Service des informations et des accréditations • New York

Communiqué de presse

Conférence de presse

CONFÉRENCE DE PRESSE DU PRÉSIDENT DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE SUR LA RÉOLUTION RELATIVE AU RAPPORT GOLDSTONE

« Le monde entier est uni sur la question des droits de l'homme », a déclaré aujourd'hui M. Ali Abdussalam Treki, Président de l'Assemblée générale, lors d'une conférence de presse organisée au Siège de l'ONU après l'adoption hier, par l'Assemblée générale, d'une résolution* qui demande au Gouvernement israélien et à la « partie palestinienne » de lancer des investigations sur les graves violations du droit international humanitaire dans le rapport Goldstone**.

« Cette résolution est significative car elle témoigne de la pertinence de l'Assemblée générale dans les questions d'une importance internationale, dont celles liées aux droits de l'homme, à la paix et à la sécurité », a commenté M. Treki. « C'est un document important pour la lutte contre l'impunité et pour la promotion de la justice et de la lutte contre l'impunité. »

Adoptée avec 114 voix pour, 18 voix contre et 44 abstentions, la résolution prie également le Secrétaire général de transmettre le rapport Goldstone au Conseil de sécurité. Commentant le résultat du vote, M. Treki a affirmé que tous les États Membres, « sans exception », avaient condamné les violations des droits de l'homme et exigé le lancement d'enquêtes, « même ceux qui se sont abstenus et la petite minorité qui a voté contre ». Les États Membres se sont également félicités de la qualité du rapport Goldstone et se sont accordés sur l'importance de mettre en œuvre des mesures de suivi, a-t-il dit.

M. Treki s'est cependant montré plus attentiste quant à l'avenir du rapport aux mains du Conseil de sécurité. « Le Conseil est maître de ses décisions, mais j'espère qu'il saura être à la hauteur de ses responsabilités et qu'il examinera ce rapport », a-t-il dit.

Le Président de l'Assemblée générale a également dit espérer qu'Israël, qui s'est prononcé contre l'adoption de cette résolution, réagira de façon positive et qu'il mettra sur pied les enquêtes requises. « Ce serait un pas très important vers la reprise des négociations de paix », a-t-il estimé.

Le Gouvernement israélien est assez divisé sur la question, a dit savoir M. Treki. Il a affirmé que le Premier Ministre avait évoqué la possibilité de mener des enquêtes alors que le Ministre de la défense s'y était opposé.

Le Président de l'Assemblée a dit comprendre la réponse de l'Égypte à la motion d'ordre présentée hier par Israël, que « le Hamas, en tant qu'autorité démocratiquement élue, se chargerait de l'enquête qu'exige la résolution de la partie palestinienne ».

*[A/64/L.11](#)

** Rapport Goldstone sur les violations des droits de l'homme et du droit international humanitaire commises lors des opérations israéliennes menées à Gaza de décembre 2008 à janvier 2009.

Quant à savoir si la résolution aurait pu bénéficier d'un plus large appui au sein de l'Union européenne si elle avait été amendée, M. Treki a affirmé que la division de l'UE était liée au fait que chaque pays avait son propre point de vue. « Au final, même les pays de l'Europe qui se sont abstenus sont en plein accord avec l'essence même de la résolution. »

Revenant sur l'incident concernant l'intrusion du « colonel Sanders » à l'ONU et la photo que ce dernier a réussie à prendre avec lui, M. Treki a, non sans humour, avoué qu'il n'était pas un grand consommateur de poulet frit ni un admirateur du « Kentucky Fried Chicken ».

* *** *

À l'intention des organes d'information • Document non officiel